

Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort

**Marché S452025
- Fourniture de cartes achat et
prestations associées pour l'Ecole
nationale vétérinaire d'Alfort**

Cahier des Clauses Particulières

Sommaire

1 IDENTIFICATION DES INTERVENANTS.....	3
2 OBJET DU MARCHE	3
2.1 DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	3
2.2 REPRESENTATION DES PARTIES	4
3 STRUCTURE ET FORME DU MARCHE	4
4 DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION.....	6
5 PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	6
5.1 PRIX DU MARCHE	6
5.2 CONDITIONS DE PAIEMENT	7
6 DEFINITION DES PRESTATIONS	8
7 OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	9
8 LITIGES ET SANCTIONS	9
8.1 PENALITES	10
8.2 AUTRES STIPULATIONS	10
9 FIN DU MARCHE	11
10DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	11

1 IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

Au sens du présent document :

- Le pouvoir adjudicateur est l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) qui conclut le marché avec son titulaire ;
- l'EnvA est représentée par le Directeur de l'Etablissement ;
- le titulaire est le prestataire, qui conclut le marché avec l'EnvA.

2 OBJET DU MARCHE

2.1 DESCRIPTION DES PRESTATIONS

2.1.1 LE POUVOIR ADJUDICATEUR

L'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) est un établissement public d'enseignement et de recherche sous la tutelle du Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire. Elle se répartit sur deux sites géographiquement distincts :

Site de Maisons-Alfort 7, avenue du General de Gaulle 94700 Maisons-Alfort	Site de Goustraville Goustranville 14430 Dozule
--	---

2.1.2 OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la fourniture de cartes achats et des services associés aux agents de l'Ecole nationale vétérinaire de Maisons Alfort.

2.1.3 LIEU D'EXECUTION

Le présent marché concerne le site de Maisons-Alfort et de Goustranville.

2.1.4 ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti en raison de la nature de l'achat qui ne permet pas d'allotir.

2.1.5 PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G-F.C.S., les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

1) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- le présent CCP ;
- les différentes annexes dont celle relative à l'accord de sous-traitance aux données personnelles ;
- Le mémoire technique ayant valeur contractuelle du candidat retenu.

2) Pièces générales :

- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires s'appliquant aux prestations ;
- Le C.C.A.G-F.C.S sauf dérogations.

2.2 REPRESENTATION DES PARTIES

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du marché les noms et coordonnées professionnelles de la personne chargée de le représenter pour l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG, la bonne exécution de ces prestations suppose que le titulaire désigne un seul interlocuteur chargé de le représenter auprès de l'acheteur, quelle que soit la nature des questions évoquées. Ce responsable désigné par le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pendant toute la durée du marché. En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution du marché, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles du nouveau responsable. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3 STRUCTURE ET FORME DU MARCHE

3.1.1 DECOMPOSITION DE LA PRESTATION ET FORME DU MARCHE

La forme retenue pour l'exécution est l'accord-cadre mono-attributaire à prix mixtes (unitaire et forfaitaire) en application des articles R2162-2, R2162-4 1° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique, dans les limites financières suivantes :

Lot	Montant minimum annuel en € HT	Montant maximum annuel en € HT
Lot unique : fourniture de cartes achat et de services associés	0 € HT	60 000,00 € HT

3.1.2 NATURE DE LA PRESTATION

Il s'agit d'un marché de prestations de service.

3.1.3 VARIANTES, PSE ET OPTIONS

Le marché ne comprend ni tranches optionnelles ni prestations supplémentaires éventuelles (PSE). Le marché ne comporte aucune variante.

3.1.4 PRESENTATION DES BONS DE COMMANDE

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande émis sur la base des prix unitaires du bordereau des prix unitaires (BPU). Les bons de commande comportent :

- Le nom et adresse du titulaire,
- Le numéro et date du marché S452025
- Le numéro et date du bon de commande,
- Le numéro de l'engagement juridique,
- Le lieu de réalisation des prestations,
- L'adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au marché,
- La désignation et quantités des prestations à réaliser,
- Les délais maximaux de réalisation des prestations,
- Le montant total hors taxes de la commande,
- Le taux et montant de la TVA,
- Le montant total TTC.
- Le code service

La date d'expiration du marché constitue la date limite d'émission des bons de commande.

En cas d'envoi par courrier électronique, le titulaire doit accuser réception dans un délai maximum de 48 heures par mail du bon de commande portant la date et l'heure de réception

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

4 DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

4.1.1 DUREE DU MARCHE

Le marché est passé pour une durée d'un an ferme à compter de la notification, renouvelable tacitement par période d'un an, trois fois, sans excéder la durée totale de 4 ans. La non-reconduction annuelle de l'accord-cadre s'effectuera deux mois, avant la date anniversaire de la notification du marché. La durée du marché court à compter de sa date de notification.

5 PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1 PRIX DU MARCHE

5.1.1 NATURE DES PRIX

Les prix du marché sont mixtes.

5.1.2 CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés inclure toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

5.1.3 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts

5.1.4 VARIATION DES PRIX

Les prix du marché sont ferme la première année et révisable à la date anniversaire d'entrée en vigueur du marché par application d'une formule de variation proposée par le titulaire.

La formule de révision des prix devra être obligatoirement indiquée au mémoire technique du titulaire.

5.1.5 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 3,0 % par an.

5.2 CONDITIONS DE PAIEMENT

5.2.1 PRESENTATION DES DEMANDE DE PAIEMENT

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du marché S452025;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du marché.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

L'absence des mentions requises identifiées au présent article est susceptible d'entraîner une interruption du délai de paiement comme prévu aux articles R2192-27 du code de la commande publique ou un rejet.

5.2.2 PERIODICITE DES PAIEMENTS

La facturation est mensuelle. Le prix est payé après service fait.

5.2.3 REMISE DES DEMANDES DE PAIEMENT

Site internet : <https://chorus-pro.gouv.fr>

5.2.4 DELAIS DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s) ou au(x) sous-traitants(s) du marché seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement conformément aux articles R.2192-10 et R.2192-12 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du Sous-traitant, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la Commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le Pouvoir

Adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

6 DEFINITION DES PRESTATIONS

6.1.1 DELIVRANCE DES CARTES

Le titulaire devra mettre en fabrication, fournir et paramétrer les cartes achat à la suite de l'émission du bon de commande dans des délais fixés au mémoire technique qui devront être le plus courts possibles.

6.1.2 UTILISATION DES CARTES

Les cartes doivent être paramétrables en fonction des porteurs de cartes, des divers budgets associés et une politique interne de seuil. Elles doivent permettre de suivre les dépenses et de respecter un programme définissable par l'acheteur. Le programme d'achat repose sur l'utilisation de cartes bancaires à autorisation systématique remises à des porteurs. Elle leur permet de réaliser des achats directement auprès d'entreprises référencées par l'établissement public. Il doit s'agir de biens de faible enjeu correspondant à des besoins récurrents tels que des fournitures de bureau, des abonnements, des services courants, achats sur internet... Les fournisseurs avec lesquels l'établissement public souhaite recourir à la carte achat sont préalablement référencés dans le programme carte d'achat par le responsable de programme.

Le titulaire du marché doit pouvoir avoir par quelque moyen que ce soit, un contrôle effectif sur les dépenses effectuées par les porteurs de carte. Les moyens peuvent s'attacher à un porteur ou à l'ensemble des porteurs sans définition et sans condition.

Une attention particulière est portée sur l'intégration des factures des porteurs de carte sur leur espace personnel.

Par ailleurs les moyens doivent respecter la réglementation financière en vigueur.

6.1.3 ELEMENTS STATISTIQUES

L'EnvA souhaite disposer tous les trimestres, à terme échu, d'un relevé statistique des prestations réalisées, par lot. Le titulaire devra notamment fournir par type d'analyse le montant hors taxe des prestations et le nombre de commandes reçues. Tous les documents doivent être fournis sous forme de fichier électronique au format.xls. A la demande de l'EnvA, les documents livrables pourront également être fournis sous forme papier sans frais supplémentaires.

7 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1.1 ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du C.C.A.G, le titulaire doit justifier à la notification du marché, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

7.1.2 DEVOIR D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du marché et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;

Si nécessaire, il sera procédé aux modifications ci-dessus sans qu'il soit besoin de recourir à un avenant.

8 PROTECTION DES DROITS AUX DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire s'engage sur la base de son offre à respecter l'accord de déclaration de sous-traitance citée en annexe.

Cet accord désigne entre autres les droits et obligations du titulaire du marché, désigné comme 'sous traitant' au sens de l'article 28 du RGP auprès du pouvoir adjudicateur, désigné comme le 'responsable de traitement'.

Ces droits et obligations du document cité en annexe sont composés notamment :

- Du respect des finalités auxquels s'est engagé le titulaire du marché, des durées de conservation ;
- Des durées de conservation ;

- Du sort des données.

9 LITIGES ET SANCTIONS

9.1 PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire encourt une pénalité de 50 € HT par manquement constaté en cas de non-respect des obligations prévues au présent CCP.

9.1.1 PENALITE POUR RETARD : SEUIL D'EXONERATION

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

9.1.2 PENALITES POUR RETARD : PLAFONNEMENT DES PENALITES

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande.

9.2 AUTRES STIPULATIONS

9.2.1 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 27 du C.C.A.G s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au marché après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du marché et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. la diminution des dépenses ne lui profite pas.

9.2.2 REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de s'élever entre l'EnvA et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues aux articles R2197-1 à R2197-25 du code de la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Melun, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

10 FIN DU MARCHE

10.1.1 RESILIATION DU MARCHE

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

10.1.2 GARANTIES

Il est fait application des dispositions de l'article 33 du C.C.A.G.-F.C.S.

11 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le CCAP déroge :

Par son article	A l'article du CCAG-FCS	OBJET
2.1.5	4.1	Pièces contractuelles
2.2	3.4	Représentation des parties
7.1.1	9.2	Assurances
9.1	14.1.1	Pénalités
9.1.1	14.1.3	Pénalités